



Conseil des Entreprises, Employeurs et Groupements de l'Economie Sociale



« *L'Economie sociale, une alternative au capitalisme** » ?

Conférence du 15 mai 2008
dans les locaux de la Macif



Acteurs de la promotion d'une économie porteuse de sens, soucieuse de sa responsabilité sociale, le CEGES (Conseil des Entreprises, Employeurs et Groupements de l'Economie Sociale) et le CJDES (Centre des Jeunes Dirigeants et des Acteurs de l'Economie Sociale) co-organisaient le 15 mai dernier une conférence à l'occasion de la sortie de l'ouvrage « *L'Economie Sociale, une alternative au capitalisme* »*. **Thierry Jeantet**, auteur de l'ouvrage, Directeur général d'EURESA et Président des Rencontres du Mont-Blanc, a dialogué avec **Philippe Chalmin**, Professeur d'histoire économique à l'université Paris Dauphine et auteur de plusieurs ouvrages économiques, et **Liem Hoang-Ngoc**, Maître de conférences à l'Université Paris-I, Chercheur au laboratoire Matisse, et auteur de plusieurs ouvrages économiques.

* *éditions Economica*

Accueillant les quelque 150 participants dans le Grand Auditorium de la Macif (Paris 15^{ème}), Frédéric Massot, président du Centre des Jeunes Dirigeants et des Acteurs de l'Economie Sociale (CJDES), a salué l' « infatigable défenseur de l'économie sociale », ancien président du CJDES, Thierry Jeantet.



Auteur de l'ouvrage « *L'Économie Sociale, une alternative au capitalisme* » autour duquel s'est articulé le débat, **Thierry Jeantet** a dressé un état des lieux du capitalisme, système qui concentre le pouvoir autour de ceux qui détiennent l'argent, système qui s'impose comme seul viable pour garantir le progrès de l'humanité, comme si le développement économique était une fin en soi. L'auteur regrette que les esprits soient formatés, « renvoyant le bien-être de l'humanité (...) au rang de douloureux problèmes ». Le capitalisme dominant, avec son discours simpliste, est devenu de plus en plus complexe et génère en son sein « d'indéniables forces de distorsions », affirme Thierry Jeantet... « mais il sait rebondir », ajoute-t-il aussitôt. C'est ce qu'il nomme sa « plasticité », sa capacité d'adaptation « au moins sur la forme et les grands principes, aux exigences minimales des États et des citoyens ». La montée de la précarité risque, selon Jeantet, de « provoquer une prise de conscience salutaire visant à redonner un rôle sociétal aux entreprises ». C'est tout l'enjeu de la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE).

C'est là que l'économie sociale peut trouver sa place et pourquoi pas élaborer une alternative. A minima, il s'agit de faire connaître l'économie sociale et ce qui marche ! Économie de la nécessité ou économie de la réparation, la question fait débat. Thierry Jeantet, lui, affirme qu'elle n'est pas une construction idéologique, qu'elle est fille de la nécessité : quel que soit le secteur où elle est intervenue, c'est avec une dimension sociale et sociétale. Structurée par un certain nombre de principes, la libre initiative collective, la démocratie, la répartition des excédents, etc, l'économie sociale doit veiller au risque de banalisation dans un univers économique normatif. Aujourd'hui, le défi des entreprises de l'économie sociale (mutuelles, coopératives, associations) réside dans leur capacité à défendre leurs positions originales, à se saisir des questions sociétales et sortir de leur repli voire de leur silence.

Liem Hoang-Ngoc, Maître de conférences à l'Université Paris-I, Chercheur au laboratoire Matisse, et auteur de plusieurs ouvrages économiques, a rappelé la place de l'économie sociale en tant que « complément de l'État social », au temps des Trente glorieuses, consacrée en 1981 par la création d'une Délégation interministérielle à l'économie sociale ! D'une situation de complément à l'État social, l'économie sociale va être amenée à servir de « béquille du capitalisme actionnarial », selon Liem Hoang-Ngoc qui ne partage pas l'optimisme de Thierry Jeantet : La RSE va-t-elle suffire à relancer l'économie sociale ?

Philippe Chalmin, Professeur d'histoire économique à l'université Paris Dauphine et auteur de plusieurs ouvrages économiques, qui préfère le terme d'économie de marché au terme de « capitalisme », rappelle que chaque fois qu'il y a eu avancée de la croissance économique, c'était bien dans un système où régnait le profit ! La crise actuelle est, selon lui, une crise de « correction ». Face aux défis de la croissance mondiale, le bonheur économique pourrait égaler celui connu au cours de cet extraordinaire 20^{ème} siècle ! Nous avons vécu un « fascinant va-et-vient entre logique de marché, intervention publique et solidarité ». L'État ne peut en faire guère plus. Une partie des solidarités est aujourd'hui organisée par des initiatives privées. L'économie sociale a, en effet, à se poser des interrogations nécessaires. Quid de l'esprit des pionniers ? « Les entreprises de l'économie sociale sont-elles capables de se régénérer ou sont-elles condamnées à se fondre dans le capitalisme ? »

